



LA UNE

Pourquoi les homos de droite ont viré le parti présidentiel de la Gay Pride

Par Mathilde Mathieu

Article publié le dimanche 27 juin 2010

Samedi 26 juin, au cœur de la Gay Pride, le logo bleu et rouge de l'UMP était introuvable : viré du défilé ! Il n'avait pas été «banni» par les organisateurs de la Marche des fiertés, mais par les homos de droite eux-mêmes : regroupés au sein de GayLib (club associé à l'UMP), ces derniers ont décidé de manifester, cette année, sans le sigle du parti présidentiel sur leur char ? et sans plus accepter le moindre euro de la «maison mère». Que s'est-il passé ?

La Gay Pride en 2009

En 2007, l'élection de Nicolas Sarkozy (puis son mariage avec Carla Bruni) avait pourtant dopé les espoirs des bataillons de conseillers ministériels ou d'assistants parlementaires homosexuels, qui piaffaient d'impatience de voir leur camp évoluer... *«Aujourd'hui, nous ne sommes plus en phase avec le parti, regrette Emmanuel Blanc, président de GayLib. Les deux promesses phare du programme, que nous avons négociées en 2006, n'ont pas été tenues.»*

Nicolas Sarkozy et l'UMP s'étaient engagés à créer un «Contrat d'union civile» ouvert aux couples homosexuels, avec les mêmes droits que le mariage (à l'exception de la filiation et de l'adoption), ainsi qu'un «statut des beaux-parents» (censé faciliter la vie des familles recomposées, y compris homoparentales) ; mais aucun projet de loi n'a été déposé en trois ans.

«Nos dirigeants sont frappés d'Alzheimer !», dénonce un membre du conseil d'administration de GayLib, préférant rester anonyme. *Xavier Bertrand* (secrétaire général du parti) *nous explique que ça coïncide chez nos députés, qu'il faut éviter de mettre le Parlement à feu et à sang... Mais toute la dialectique de Sarko, c'est de dire : «Quand on veut, on peut... ? Alors quoi ?»* Cet adhérent balance, amer : *«N'est pas Simone Veil qui veut !»* (en référence à la ministre de la santé de Valéry Giscard d'Estaing, qui avait légalisé l'avortement en s'appuyant sur les bancs de gauche à l'Assemblée).

Lucide, aussi, ce militant conclut : *«Jusqu'à présent, avec l'UMP, on était dans une relation gagnant-gagnant ? : on infléchissait le programme de l'intérieur, le parti se donnait un air moins ringard... Désormais, pour être efficace, il faut peut-être se poser la question de sortir de l'UMP...»* Le président Emmanuel Blanc, lui, juge *«l'idée prématurée»*, mais lâche tout de même, en listant les pays qui viennent d'autoriser le mariage et/ou l'adoption pour les homosexuels (Portugal, Espagne, Islande...) : *«C'est inacceptable que la France, patrie des droits de l'homme, prenne des leçons de l'Albanie, premier pays musulman d'Europe !»* La droite gay, qui avait trouvé Nicolas Sarkozy audacieux en 2007,

recrache les couleuvres avalées ces trois dernières années.

«De l'affichage»

Le bilan du gouvernement n'est certes *«pas nul»*, note Vincent Loiseau, porte-parole de l'Inter-LGBT (le collectif qui fédère les dizaines d'associations organisatrices de la Gay Pride). La loi Teps de 2007 a en effet aligné la fiscalité pour les couples pacés, en matière de succession et donation, sur les mariés. Dans la fonction publique, un décret a ouvert le «capital décès» aux conjoints pacés. Les ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la santé ont initié des campagnes de lutte contre l'homophobie conséquentes. Rama Yade (ex-secrétaire d'Etat aux droits de l'homme) est allée plaider, à la tribune de l'ONU, pour la dépénalisation de l'homosexualité dans le monde...

«Sur l'égalité fiscale ou la communication contre l'homophobie, ils sont forts», analyse Vincent Loiseau, favorable à l'ouverture du mariage et de l'adoption. *Mais ça reste de l'affichage : dès qu'il s'agit de vraies réformes législatives, le gouvernement se défile !»*

Sur le projet de Contrat d'union civile (CUC), les troupes de GayLib (qui l'avaient négocié dans le programme présidentiel à défaut d'obtenir le mariage) ont très vite déchanté, dès l'été 2007. *«Au gouvernement, ils ont commencé à nous dire qu'il y avait une ambiguïté»,* raconte Emmanuel Blanc. *Nous réclamions un contrat ouvert à tous, ils pensaient le réserver aux homos...»* Ce «détail» n'aurait pas été réglé, noir sur blanc, pendant la campagne. *«Du foutage de gueule !»,* dénonce aujourd'hui un membre de l'association. *Mais la situation étant inextricable, on a laissé tomber, pour tout miser sur le statut des beaux-parents...»*

Cette promesse-là, au moins, est arrivée jusqu'au stade de l'avant-projet de loi, début 2009. Rédigé par Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la famille, le texte changeait trois fois rien au quotidien des familles homoparentales, mais les reconnaissait dans son exposé des motifs ? une première historique ! Alertée, «l'entente parlementaire», groupe de députés informel, soudés autour de la «défense du mariage», s'est mise en branle, derrière Jean-Frédéric Poisson, un proche de Christine Boutin (qui avait combattu le Pacs la Bible à la main). Résultat : au printemps 2009, le gouvernement a renoncé.

A l'époque, ces reculs ont détérioré l'ambiance au sein de GayLib, entre partisans d'une ligne «dure» face à l'immobilisme de Xavier Bertrand (ministre de tutelle de Nadine Morano, qui ne



trouvait plus une seconde pour recevoir l'association), ou plus «compréhensive»... A l'automne 2009, surtout, «l'affaire Frédéric Mitterrand», ministre de la culture homosexuel, accusé de pédophilie par Marine Le Pen (parce qu'il avait raconté dans un roman ses escapades tarifées avec des «gosses» en Thaïlande), a tourné au pugilat : fallait-il soutenir à tout prix le seul ministre ouvertement gay du gouvernement ?

«*Quand on posait la question en interne, on se faisait traiter de collabo, confie un adhérent, gêné... Le problème, c'est qu'après s'être mobilisée pour sauver le soldat Mitterrand, toute la droite a eu le sentiment qu'elle avait fait le job pour la cause gay ? ! On a compris que le gouvernement n'ouvrirait pas d'autre front d'ici 2012...* »

Début 2010, faute d'interlocuteurs au gouvernement, Gay Lib en était donc réduite à militer pour obtenir l'expulsion de l'UMP du député Christian Vanneste (qui affirme que «*l'opposition outrancière entre pédophilie et homosexualité n'est pas fondée*») ? sans succès.

Xavier Bertrand : «On va se parler franchement...»

On en était là, le 16 juin, quand Xavier Bertrand est venu débattre avec les adhérents de Gay Lib, au siège de l'UMP. A ses côtés : Christian Estrosi et Nathalie Kosciusko-Morizet (ministre de l'industrie et secrétaire d'Etat à la prospective), «*cautions gay-friendly*» de la soirée (selon l'expression d'une participante). En introduction, la maire de Longjumeau a fait un «lapsus», sans doute savamment préparé pour faire bicher l'assistance : «*Venez vous marier... enfin vous pacser, à Longjumeau ! J'offre des pots de miel...*»

Le logo de Gay Lib, mouvement associé à l'UMP

Christian Estrosi, premier édile de Nice, «*très heureux d'être ici*», qui célèbre aussi les Pacs en mairie (alors que la loi n'impose qu'une signature au tribunal), a fait un tabac : «*La majorité de ma population n'était pas favorable ; pour autant, ils l'ont admis, a-t-il lancé. Si on est en permanence entre deux eaux, on n'entraîne pas les consciences ! Nicolas Sarkozy doit être capable de faire bouger les choses, devancer, ne pas être à la remorque !*» Jusque-là, c'était relativement facile.

Ça s'est gâté ensuite, quand le secrétaire général du parti a pris la parole, pour «*parler franchement*». L'un de ses proches, membre du conseil d'administration de GayLib, Sébastien Chenu, avait tenté, pour lui, de dérider la salle : «*Quand Xavier, un jour, a confessé qu'il aimait Mylène Farmer, je me suis dit qu'on avait un allié objectif*» ...

Mais le «patron» a posé, sur la table, la réalité des chiffres (ou plutôt d'un sondage CSA) : 58% des sympathisants de droite se déclarent opposés au mariage des homosexuels (quand 64% des Français y sont favorables) ; 62%, surtout, rejettent l'adoption... Quant au «plan B», le Contrat d'union civile (ou «*mariage Canada Dry*», selon l'expression d'un militant), Xavier Bertrand a justifié qu'il soit resté dans les tiroirs : «*La question, c'est com-*

ment on le fait passer au Parlement ? Il ne faut pas le faire subrepticement ! Faut pas faire de hold-up sur ces sujets-là...»

A ses côtés, Sébastien Huyghe, député réputé ouvert, spécialiste de la famille et notaire, a vanté «*la stratégie des petits pas*», qui a permis ? selon lui ? d'améliorer discrètement le Pacs sans «*mettre le feu à la maison*». «*On a changé la fiscalité, c'est pas une petite chose...*» .

Dans la salle, un cri l'a coupé net : «*Vous nous parlez d'argent, on vous parle d'amour !*» L'élu : «*Pour l'amour, entre nous, on n'a pas besoin de loi !*» La salle, dès lors, s'est crispée. «*Avec la politique des petits pas, au bout d'un moment, on n'avance pas, a lancé un militant. Ce que veulent les gays, aujourd'hui, c'est le mariage ! Pourquoi n'y aurions-nous pas le droit ? !*»

A ce stade, Xavier Bertrand a repris la main, ouvertement agacé : «*On n'est pas là pour faire du cinéma ! (...)* Déjà, le CUC, la question c'est comment, quand, on fait passer ça... C'est pas fait ! Je ne sais pas quel pourrait être le calendrier !» Alors le mariage... Le secrétaire général l'a matraqué à l'envi, ce soir-là : «*Il y a dans notre famille des gens qui décident (au Parlement) et qui sont plus conservateurs que nous.*» Point barre.

Au passage, le secrétaire général a déclaré que la réforme des retraites, examinée à la rentrée au Parlement, ne serait pas l'occasion d'ouvrir la pension de réversion aux pacés... «*On va peut-être changer de députés UMP, ça ira plus vite !*», a lâché Dominique de Souza-Pinto, vice-présidente de GayLib, depuis sa chaise... Ambiance.

En conclusion, le député Sébastien Huyghe a bien avancé une idée (de notaire), pour réchauffer l'atmosphère : «*On pourrait prévoir que la dévolution successorale soit automatique dans le cadre du Pacs...*» Mais au fond, la messe était dite. Le représentant du petit parti de Christine Boutin, assis sagement au premier rang, invité par Xavier Bertrand, a quitté le siège de l'UMP tranquille.

«Sarkozy voudra rentrer dans l'Histoire»

Dans les prochaines semaines, un groupe de travail, composé de Sébastien Huyghe et de la députée européenne Constance Le Grip, devra tout de même plancher sur des propositions, intégrables au programme de l'UMP pour 2012. «*Nous allons faire des suggestions maximalistes, avec le mariage et l'adoption*», prévient Emmanuel Blanc, le patron de GayLib. Ira-t-il au clash ? «*On verra, toute amélioration est quand même bonne à prendre...*»

En fait, à l'Association des parents gays et lesbiens (APGL), la plus grosse organisation homosexuelle (qui se bat pour l'adoption ou l'accès à la procréation médicalement assistée), «*on a déjà intégré que ça ne bougerait pas à l'UMP d'ici 2012*», explique son porte-parole, Philippe Rollandin, «*parce que Nicolas Sarkozy jouera son électorat*». Même pronostic à l'Inter-LGBT : «*L'UMP a su, parfois, être pragmatique, juge Vincent Loiseau. Mais là, Xavier Bertrand va refaire de l'idéologie pour aller prendre des voix au Front national.*»



N'y a-t-il rien à faire avec les partis partenaires de l'UMP, qui cherchent tous à se différencier ? Un proche d'Yves Jégo, vice-président du Parti radical valoisien (maison-mère de Jean-Louis Borloo), rêve tout haut (ou presque) d'une «*prise de position en faveur du mariage et de l'adoption*» ? mais doute. Au Nouveau centre, le président Hervé Morin, qui se voit candidat au premier tour de la présidentielle, répète à ses troupes qu'il a un coup à jouer sur les sujets de société ? sans convaincre pour l'instant... A titre personnel, le ministre de la défense s'est déclaré ouvert à l'adoption ? et s'est invité tout seul au prochain colloque de l'APGL...

A Génération France, le club de Jean-François Copé (patron des députés UMP), où règne l'obsession de se distinguer, un dîner presque entier a été consacré à ce sujet : faut-il, ou non, organiser un colloque à l'Assemblée, sachant qu'il obligerait Génération France à mettre des propositions sur la table *in fine* ? Les participants se seraient séparés sur un «oui», timide...

Quoi qu'il arrive, Philippe Rollandin, lui, «*joue surtout l'après-2012, en travaillant l'UMP par le haut*», explique-t-il. «*Mon pari, c'est que Sarkozy, s'il fait un second et dernier mandat, voudra rentrer dans l'Histoire avec une grande réforme de société, comme Giscard avec l'IVG...*» Allo, Carla ?

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €.
Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours.
Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet.
Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Courriel : contact@mediapart.fr . Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.